

COMBAT

Numéro 118

RÉPUBLICAIN

« Le Socialisme, c'est la République poussée jusqu'au bout. » Jean Jaurès

A savoir

FORTE MOBILISATION LE 15 MAI. Les fonctionnaires sont à cran et le font savoir. Plus de la moitié des enseignants ont fait grève jeudi 15 mai pour protester contre les 11 500 suppressions de postes annoncées par le ministère de l'éducation nationale. Alors que le maintien du service public, la qualité de l'enseignement est l'enjeu de cette remarquable mobilisation, Sarkozy improvise une conférence de presse pour annoncer une loi sur le « service minimum » IL veut imposer aux collectivités locales ce quelles ont (toutes tendances politiques confondues) refusé d'organiser . Il est sûr qu'aborder les problèmes de fond ne le favoriserait pas... Rendez-vous le 22 mai pour la journée interprofessionnelle de mobilisation contre le projet gouvernemental d'allonger le temps de cotisations au régime des retraites.

« EMPLOI DES SENIORS : HALTE A L'HYPOCRISIE ». Le Monde a consacré le dossier central de son supplément Economie du 14 mai à cette brûlante question. Le quotidien rappelle que le taux d'emploi des 55-64 ans est de 38% (contre 73% dans les années 70), ce qui place la France en avant-dernière position des nations industrialisées, avant l'Italie. « Tout le monde sait très bien que c'est un problème de coût du travail », explique Jean-Pierre Vernes, directeur d'un cabinet de chasseurs de têtes, « les salariés âgés sont ceux qui ont les salaires les plus élevés en raison de leur ancienneté. Décidées à maintenir leur compétitivité, les entreprises ne sont pas prêtes à faire du social envers les seniors au détriment de leurs performances économiques ».

QUI VOLE UN THON... Un tribunal vient de condamner des pêcheurs « coupables » d'avoir attrapé plus de thons que ne les y autorise la réglementation européenne. Et les patrons voyous qui délocalisent et suppriment des emplois, on les traduit devant les tribunaux ?

INFLATION CHINOISE. La hausse des prix en Chine a atteint 8, 5% en progression annuelle. L'augmentation des prix alimentaires est de 22, 1% depuis un an, dont 68, 3% pour le porc, l'un des aliments de base des foyers chinois.

Edito: POUR UN 40^{ème} RUGISSANT !

Tant va l'Histoire à sa commémoration qu'à la fin elle s'y noie... Sous l'avalanche des célébrations médiatiques, le pauvre pékin en serait presque tenté d'adresser une supplique pour assourdir de silence les fastes du 40^{ème} anniversaire de Mai 68. D'autant que la ritournelle est presque toujours la même : ce printemps-là, telle une bacchanale débridée, aurait libéré la sexualité et placé l'individu au centre de la problématique sociale. Même s'il ronchonne dans son coin, Régis Debray ne dit pas autre chose quand il fustige la « révolution libérale-libertarienne » dont aurait accouché, à l'en croire, ce phénoménal mois de mai.

Tout doux, messeigneurs ! A qui ferez-vous croire que l'on libère les mœurs par la grève générale ? Comme si la pilule contraceptive et le planning familial n'y avaient pas autrement contribué que les barricades de la rue Gay-Lussac ! A les considérer de près, les événements de mai portent en fait la marque des grands mouvements sociaux et républicains qui ont fait progresser notre pays depuis la Grande Révolution. « La France de 36 voit 68 chandelles », chantait joliment Jean Ferrat. Deux aspects fondamentaux méritent d'être soulignés : l'exigence de démocratisation, et la lutte pour accroître la part de salaires dans le revenu national. Tous deux restent d'une brûlante actualité.

Le combat démocratique. Quels que furent les mérites et qualités du général De Gaulle, les institutions dont il corseta la France en 1958 étaient un étouffoir. Elles le sont toujours. Réduit au rôle d'une chambre d'enregistrement, le Parlement ne se situe plus au cœur de la prise de décision démocratique. Entre le pouvoir et la rue, il n'y a guère d'intermédiaire, et chaque grande crise sociale le rappelle : ce qui était vrai en 68 s'est à nouveau manifesté lors de la mobilisation étudiante de 1987, pendant les grandes grèves de l'hiver 1995, à l'occasion de la lutte contre le CPE en 2007.

Mai 68 marque l'inadéquation entre les institutions de la Vème République et les exigences démocratiques qui restent vivaces au sein du peuple français. Alors que la France officielle faisait silence ou imposait la censure, chacun prit tout à coup la parole - même les murs prenaient la parole ! - pour donner vie, l'espace de quelques semaines, à une société dont les membres retrouvaient le goût de s'exprimer et de décider. Ce qui n'a rien à voir avec on se sait trop quelle exaltation individualiste : la parole libérée avait au contraire la vertu de recréer du lien social, de cimenter le collectif dans les entreprises ou les établissements publics occupés.

Même si elle était parfois confuse dans son expression, cette démocratie printanière demeure, pour ceux qui l'ont vécue, la preuve qu'une autre construction politique est possible. Ni l'hyperprésidence, ni l'indifférence civique ou l'abstention - ces maux d'aujourd'hui - ne sont fatales. Le grand débat citoyen ouvert par le référendum de 2005 sur le traité constitutionnel de l'UE nous l'a rappelé : la démocratie, la vraie, est aux antipodes de la caricature médiatico-mondaine où le libéralisme souhaite la confiner.

Le combat pour les salaires. La plus longue et plus massive grève

générale de notre Histoire a débouché sur les accords de Grenelle, qui ont accordé une hausse du SMIG (ancêtre du SMIC) de 35% et une progression moyenne des salaires de l'ordre de 10%. La droite s'empessa de pronostiquer une catastrophe économique imminente...qui n'eut pas lieu, bien que les milieux financiers aient délibérément joué contre le franc à l'automne. La croissance persista jusqu'au premier shock pétrolier en 1973. Comme quoi une augmentation substantielle des salaires ne constitue pas l'abomination annoncée par les thuriféraires du capital !

La leçon est claire : la défense, voire la progression du pouvoir d'achat dépendent de la mobilisation des travailleurs. Il n'y a rien à attendre du gouvernement, qui s'efforce, au contraire, de réduire encore plus la part des salaires et des pensions de retraite dans le revenu national. Aujourd'hui, comme en 68, seule la lutte paie. La meilleure façon de commémorer le joli Mai consiste à faire rugir la colère populaire - car les raisons de la colère n'ont pas cessé de croître depuis 40 ans.

Appel: L'ALTERNATIVE À GAUCHE, ORGANISONS-LA !

Nous célébrons l'anniversaire de Mai 68. Le temps n'est toutefois ni aux commémorations, ni à la nostalgie.

La planète s'est profondément transformée. Le capitalisme se fait toujours plus prédateur. Les émeutes de la faim sont le corollaire de l'enrichissement indécent d'une minorité de privilégiés. Les crises financières s'enchaînent et une catastrophe écologique se dessine. Bousculée par un nouveau totalitarisme de marché, la démocratie s'étiole.

C'est à la refondation d'une politique d'émancipation qu'il importe de s'atteler. En France, le sarkozysme se heurte déjà à la résistance du pays. Dans les entreprises du secteur privé, dans les services publics, à l'école, d'amples mobilisations se font jour.

À quarante ans de distance, deux questions se reposent à nous : quelles perspectives offrir à la colère sociale ? Comment la volonté de changer radicalement l'ordre des choses peut-elle redonner majoritairement le ton à gauche ?

À cet égard, chacun hélas peut le constater, il manque toujours une force incarnant un projet alternatif.

Du côté de la majorité dirigeante du Parti socialiste, les volontés hégémoniques se confirment, et avec elles les tendances au renoncement social-libéral, inspirées des exemples de MM. Blair ou Prodi. Mais la gauche de transformation sociale et écologiste ne doit pas, elle, s'accommoder d'un statu quo qui lui interdit d'espérer changer en profondeur la donne politique.

La menace du bipartisme devient plus forte, avec son choix mortifère ramené à deux variantes de l'adaptation au libéralisme. Tout cela peut nous conduire à des désastres comme celui que vient de connaître la gauche italienne, incapable d'empêcher le retour de Berlusconi aux affaires et littéralement disloquée.

Les municipales et les cantonales viennent pourtant de prouver qu'il existe ici un espace comparable à celui révélé par Die Linke en Allemagne ou d'autres expériences similaires en Europe. Faute de convergence entre des traditions et des cultures jusqu'ici séparées, faute de prendre en compte l'apport des mouvements sociaux et citoyens ayant émergé depuis plusieurs années, le champ des possibles demeurera inévitablement limité : aucune force constituée ne peut rassembler autour d'elle seule.

Les échecs passés nous instruisent des difficultés de l'entreprise. Nous n'en restons pas moins convaincus que c'est le seul horizon porteur d'avenir.

Un cadre permanent pour faire front

Nous en appelons donc à l'affirmation d'une gauche enfin à gauche. Qui n'oublie plus la nécessité de redistribuer les richesses. Qui soit en phase avec les aspirations des salariés, avec ou sans papiers, des quartiers populaires, des jeunes. Qui conjugue urgence sociale, urgence démocratique et urgence écologique. Qui permette au peuple d'exercer sa souveraineté dans tous les domaines. Qui place l'égalité entre hommes et femmes au cœur de son projet. Qui milite pour un nouveau mode de production et de consommation, soutenable et respectueux des équilibres écologiques. Qui promeuve la construction d'une autre Europe et des rapports de codéveloppement avec le Sud. Qui devienne, ce faisant, une véritable force.

Militants politiques, acteurs du mouvement social et culturel, nous pouvons dès à présent agir de façon coordonnée. Sans préalable sur les engagements des uns et des autres, construisons un cadre permanent qui nous permette, ensemble, nationalement et localement, de réfléchir aux moyens d'une vraie réponse politique aux attaques de la droite et du Medef et d'aborder les grands rendez-vous qui s'annoncent. D'ici l'été, que chacun et chacune se saisisse de cette proposition sur le terrain. Et retrouvons-nous à l'occasion d'un grand rendez-vous national en septembre, afin de prolonger ces échanges.

Premiers signataires : Paul Ariès, Ariane Ascaride, François Asensi, Clémentine Autain, Christophe Barbillat, Francine Bavay, Hamida Bensadia, Pierre Bergounoux, Jacques Bidet, Martine Billard, Jean-Jacques Boislaroussie, Patrick Braouezec, Bernard Calabuig, Yves Contassot, Eric Coquerel, Emmanuelle Cosse, Thomas Coutrot, Claude Debons, Bernard Defaix, Marc Dolez, Annie Ernaux, Jean-Claude Gayssot, Jacques Généreux, Susan George, Dominique Grador, Robert Guediguian, Michel Husson, Raoul-Marc Jennar, François Labroille, Frédéric Lebaron, Jacques Lerichomme, Philippe Mangeot, Roger Martelli, François Maspero, Gérard Mauger, Marion Mazauric, Daniel Mermet, Mohammed Mehmache, Philippe Meyrieu, Claude Michel, Yann Moulrier-Boutang, Dominique Noguères, Michel Onfray, Christian Picquet, Christophe Ramaux, Yves Salesse, Denis Sieffert, Patrick Silberstein, Evelyne Sire-Marin, Emmanuel Terray, Rémy Toulouse, Marcel Trillat, Christophe Ventura, Marie-Pierre Vieu, Claire Villiers.

Pour signer l'appel : www.appel-a-gauche.org